

## SÉCURITÉ : RIEN NE VA PLUS DANS LES CASINOS

« Un braquage, où que l'on soit dans le casino, on va le subir, mais à la sécurité on est en 1ère ligne, ça me travaille un peu », reconnaît Carlos Cardoso Pinto, délégué FO au casino de Pau, ville de départ du Tour de France le 15 juillet. Depuis le 1er juillet, cet ancien employé des tables de jeux est passé à la sécurité, seul moyen pour lui de travailler de jour. En France, les hold-up sont en recrudescence. En un an, une quinzaine d'établissements se sont fait attaquer.

Les 196 casinos de l'Hexagone ont de quoi faire saliver le grand banditisme. Suivant leur taille, ils peuvent détenir jusqu'à 100 000 euros de liquidités en fin de soirée.

Celui de Pau, de taille moyenne avec 71 salariés et 120 machines à sous, n'a encore jamais été braqué. Il appartient au groupe Tranchant, troisième acteur du secteur avec Barrière et Partouche. La clientèle est locale et plutôt âgée. Il reçoit en moyenne 300 joueurs par jour, 500 à 600 les bons soirs.

« C'est au casino d'organiser sa propre sécurité, et comme dans tous les établissements, le système n'est pas fiable à 100% », déplore le délégué FO. On a une alarme mais à certains moments de la journée, il n'y a qu'une personne alors qu'il en faudrait toujours au moins deux. On nous a aussi mis de la biométrie avec contrôle d'empreintes digitales mais c'est de la poudre aux yeux, ça ne sert à rien. »

Au niveau national, FO est en train d'élaborer un protocole de sécurité pour obliger les patrons à avoir un effectif minimum. Et à Pau le syndicat FO est majoritaire depuis les dernières élections du personnel en juin, où il a remporté 80% des voix. La rentrée de septembre sera donc revendicative, en premier lieu sur la sécurité et les salaires.

« Être 2 ou 3, ça ne change pas grand chose, il faut un peu plus de dissuasion, estime-t-il. La direction nous répond qu'elle fait une étude locale dans chaque casino. Mais tout le monde se fait attaquer, les petits comme les gros. Une solution serait d'enlever l'argent, comme dans les banques. On va demander la mise en place de cartes de crédit du type Monéo, les gens pourront cumuler leurs gains sans retirer l'argent, mais ça va jouer sur les pourboires. » Les patrons pourraient aussi en profiter pour supprimer des postes de caissiers.

« Ils font des bénéfices, mais moins qu'avant, alors ils cherchent toujours à réduire les coûts, on est passés de la roulette française, qui nécessitait 5 employés, à la roulette anglaise qui n'en demande que 2 », ajoute-t-il. Lors des négociations annuelles de salaire, la direction n'a rien lâché depuis 3 ans. Et dans le secteur, la grille n'a pas bougé depuis 2 ans.

« Au niveau de la rémunération on n'est pas reconnu comme travail de nuit, on n'est pas payés plus les jours fériés, le 1er niveau de salaire démarre à 1170 euros net », poursuit Carlos Cardoso Pinto. Le dialogue social est difficile. L'an dernier, FO a dû négocier pendant 4 mois pour faire appliquer l'accord conventionnel sur la polyvalence. « Un employé peut en dépannage remplacer son supérieur mais il doit toucher le même salaire, explique-t-il. Chez nous les croupiers devenaient chef de table toute l'année. Au final ça a payé, on a obtenu le paiement de 60 000 euros pour 6 salariés, avec effet rétroactif. »

Fort de 80% des voix aux élections, le délégué FO va aborder plus sereinement les négociations annuelles qui démarrent en octobre. Et pourrait même mettre dans la balance une menace d'une grève pour se faire entendre.